



GIMBERT SURGELES

Zone Industrielle - 3 Rue de Perrin - 32500 FLEURANCE - France - Tél. 05 62 06 11 22 - Fax 05 62 06 65 40 - email : surgeles@gimbert.com

PREFECTURE DU GERS

Secrétariat Général

Direction de la citoyenneté et de la légalité

Bureau du Droit de l'environnement

3 Place du Préfet Claude Erignac

32 000 AUCH

Fleurance, le 20/09/2022,

Objet : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Demande d'enregistrement d'une installation classée
Retour sur la demande de compléments en date du 20 juillet 2022

Monsieur le Préfet,

Suite à votre courrier du 20 juillet 2022, concernant votre demande de compléments relative au dossier de demande d'enregistrement de la société GIMBERT SURGELES pour un projet de création d'un atelier de préparation de produits alimentaires d'origine animale, vous trouverez ci-dessous les compléments apportés au dossier.

1. Elément manquant : CERFA n°15679*04

Pièce du dossier concernée : -

Observations : Le CERFA n°15679*04 relatif à la demande d'enregistrement déposée par la société GIMBERT SURGELES n'est point joint au dossier.

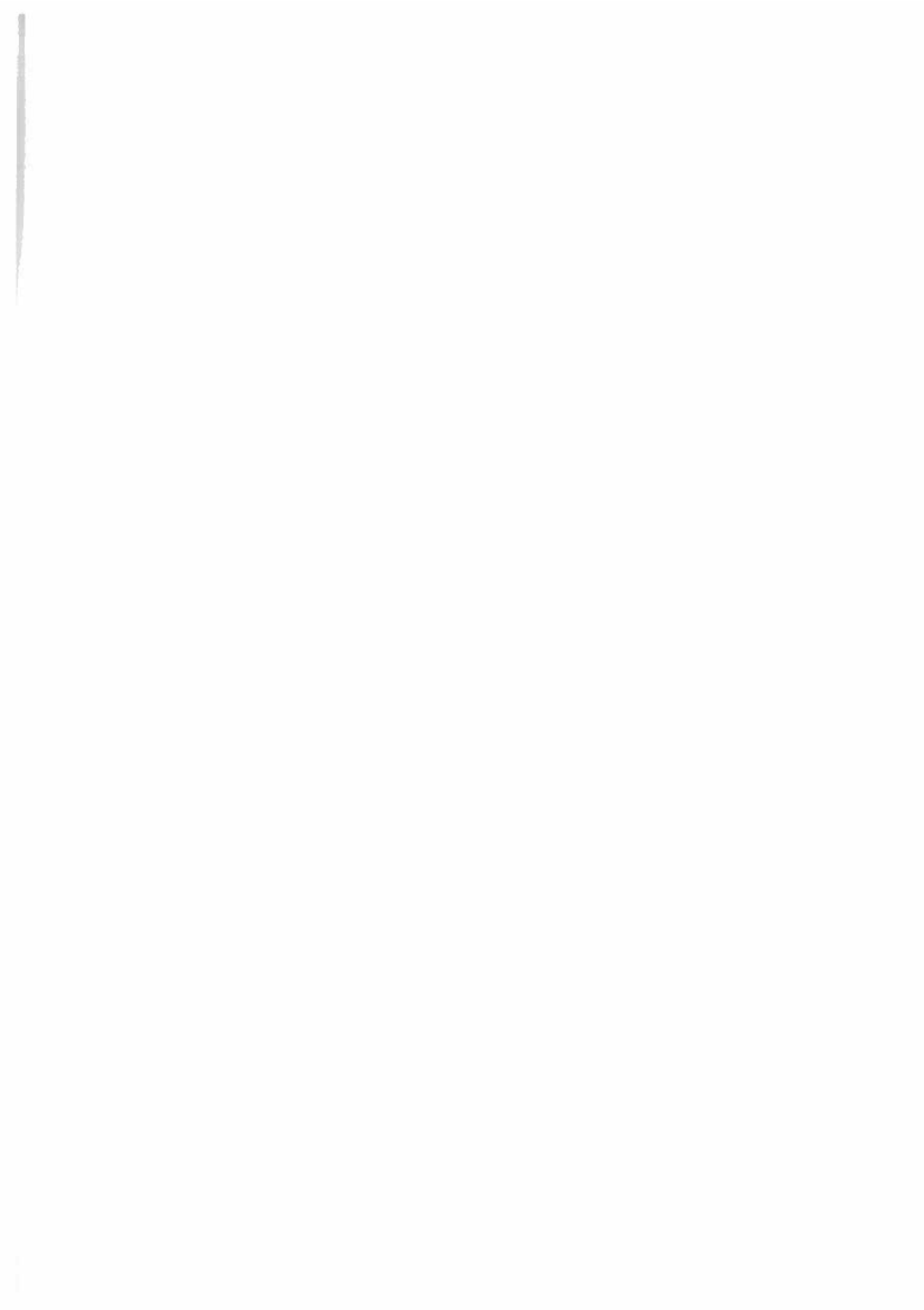
Réponse : Les pièces :

- PJ1 – Pièce de description du projet
- PJ8 – Incidences notables sur l'environnement

remplacent désormais le Cerfa d'enregistrement lors du dépôt du dossier sur la plateforme en ligne du service public. Le dépôt initial a donc été fait selon les modalités en vigueur, par télétransmission.

Le CERFA n°15679*04 a été toutefois complété selon votre demande et joint à ce courrier.

N° pièce du dossier associée et modifiée : CERFA n°15679*04



2. Modification du plan de réseaux

Pièce du dossier concernée : PJ2 – Pièces annexes / Annexe 3. Plan des réseaux

Observations : *Le plan des réseaux devra préciser :*

- *La localisation du séparateur d'hydrocarbures ;*
- *Les points de prélèvements des eaux pluviales et des eaux usées industrielles.*

Réponse : Les points de prélèvements des eaux pluviales et des eaux usées industrielles ont été localisés sur le plan des réseaux.

Le séparateur à hydrocarbures figure sur la PJ20 – Plan ensemble échelle 1-500. Il n'était pas représenté sur le plan initial des réseaux car ce plan recensait uniquement les réseaux internes au bâtiment. Nous avons procédé à la modification du plan : les 2 éléments figurent désormais sur le plan de masse et le plan des réseaux internes.

N° pièce du dossier associée et modifiée :

- PJ2bis – Pièces annexes / Annexe 3. Plan des réseaux
- PJ2bis – Pièces annexes / Annexe 11. Plan de masse

3. Modification du plan de masse

Pièce du dossier concernée : PJ20 – Plan ensemble échelle 1-500

Observations : *Le plan de masse devra préciser la légende et la localisation précise du point de rejet atmosphérique.*

Réponse : Le point de rejet atmosphérique de la hotte de la ligne de panage sera situé sur la façade latérale Est de l'installation classée sous la rubrique n°2221, en raison de la présence de panneaux photovoltaïques en toiture de l'extension. Le point de rejet sera situé à plus de 5 m de hauteur sur la façade. Sa localisation a été précisée sur le plan de masse ; son emplacement précis sur la façade n'est toutefois pas encore défini.

N° pièce du dossier associée et modifiée : PJ20 – Plan ensemble échelle 1-500

4. Plan de stockage

Pièce du dossier concernée : -

Observations : *Le plan de stockage (article 24) indiquant la nature et la quantité des produits stockés cité page 29 de la pièce PJ2 devra être inclus au dossier.*

Réponse : L'espace de stockage des consommables nécessaires à l'activité classée sous la rubrique n°2221 (plastiques, cartons, etc.) a été modélisé sur le plan de masse, annexé au dossier.

N° pièce du dossier associée et modifiée :

- PJ2bis – Pièces annexes / Annexe 11. Plan de masse

5. Sollicitation initiale du pétitionnaire de la Communauté de communes

Pièce du dossier concernée : PJ12 – Usage futur pour la mise à l'arrêt définitif de l'installation

Observations : Concernant le type d'usage lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, l'avis de la Communauté de Communes de la Lomagne Gersoise (PJ12) a été joint au dossier, néanmoins le contenu de la sollicitation initiale du pétitionnaire pourra être utilement joint au dossier.

Réponse : Le courrier de sollicitation de la Mairie de Fleurance et son courrier de réponse ont été joints au dossier.

N° pièce du dossier associée et modifiée :

- PJ12_Copie du courrier envoyé à la mairie de Fleurance - service urbanisme
- PJ12_Copie mail de réponse de la mairie de Fleurance - service urbanisme

6. Implantation d'une unité photovoltaïque respectant les dispositions légales

Pièce du dossier concernée : -

Observations : Concernant l'implantation d'une unité photovoltaïque, le pétitionnaire pourrait utilement procéder à l'analyse de l'article 30 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, afin de démontrer que l'installation n'engendrera pas de risques d'incendie supplémentaires.

Réponse : Dans le cadre de la Loi Energie-Climat, adoptée le 8 novembre 2019, des panneaux solaires photovoltaïques ou tout autre procédé de production d'énergies renouvelables ou de végétalisation devront être installés pour les nouveaux entrepôts et bâtiments commerciaux (dont la superficie est supérieure ou égale à 1 000 m² d'emprise au sol).

Le dossier relatif à l'installation d'une unité photovoltaïque en toiture de l'extension, n'est cependant pas finalisé au stade du dépôt du dossier d'enregistrement ICPE. Il nous reste à définir le modèle d'unité photovoltaïque ainsi que le type d'installateur.

Nous nous engageons toutefois à ce que l'installation photovoltaïque retenue réponde aux critères de conceptions des normes qui lui sont applicables (normes énoncées au point 14.3 des guides UTE C 15-712 version de juillet 2013), ainsi qu'aux règles de sécurité concernant le photovoltaïque sur les ICPE soumises à enregistrement ou à déclaration, publiées en annexe I de l'arrêté du 5 février 2020 pris en application de l'article L. 111-18-1 du code de l'urbanisme. Par le respect de la réglementation applicable pour les panneaux photovoltaïques, l'installation n'engendrera pas de risques d'incendie supplémentaires.

La société se tient à la disposition de l'administration, lorsque l'unité photovoltaïque sera définie, pour fournir à sa demande, des éléments complémentaires.

N° pièce du dossier associée et modifiée : -

7. Risque incendie

Pièce du dossier concernée : PJ2 – Pièce de conformité des installations avec l'AMPG

Observations : *Risque incendie : le projet ne respectera pas les dispositions de l'article 5.1 de l'arrêté ministériel du 23/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2221, avec une distance d'implantation inférieure à 10 mètres.*

Il appartient à l'exploitant de démontrer les mesures alternatives prises pour réduire le risque incendie au sein de l'installation hors zones à risques, notamment au niveau des locaux de production situé sur la façade Ouest classées sous la rubrique n°2221 (implantation de la détection incendie, gestion et stockages des produits combustibles, consignes de sécurité, etc.).

Réponse : Le projet ne respectera pas les dispositions de l'article 5.1 de l'arrêté ministériel du 23/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2221, c'est-à-dire, la distance minimale d'implantation de l'installation aux limites de propriété.

L'article prévoit cependant qu'« en cas d'impossibilité technique de respecter ces distances, l'exploitant devra proposer des mesures alternatives permettant d'assurer un niveau de sécurité des tiers équivalent ».

L'installation classée 2221 sera implantée au sein d'une zone d'activités industrielles. Il n'y a pas de zones d'habitations à proximité du site. Il n'y a pas directement de tiers en limite de propriété Ouest du site : il s'agit d'une voie de circulation, le boulevard du Biopôle. A noter, l'installation se trouvera à environ 5,5 mètres des limites de propriété Ouest, puis à environ 9,5 mètres de la voie de circulation - Boulevard du Biopôle (car présence d'un large fossé). Enfin, le bâtiment du garage et de la carrosserie CAROL, situé à l'Ouest, de l'autre côté du boulevard du Biopôle, se trouvera à environ 25 mètres de notre future installation.

En ce qui concerne le risque d'effondrement, la hauteur de l'installation (8,25 mètres au faîtage) est inférieure à la distance entre le bâtiment et la voirie du Biopôle (environ 9,5 mètres).

Ainsi, l'implantation de l'installation à moins de 10 mètres des limites de propriété Ouest ne présente pas de dangers pour les tiers vis-à-vis du risque d'effondrement.

Dès le début du projet, nous avons étudié plusieurs possibilités d'implantation en prenant en considération toutes les problématiques techniques et environnementales (implantation entre les bâtiments existants, construction par création d'un étage, implantation reliée par un tunnel). Cependant, de multiples obstacles ont rendus impossibles ces hypothèses (place limitée insuffisante pour la réalisation du futur bâtiment, problème de poids de la nouvelle structure compte tenu de la charpente actuelle, problème de gestion des flux de production, problèmes de respect de la chaîne du froid et de continuité du process industriel). Dans ces conditions, nous ne pouvons que retenir la solution actuelle.

Ainsi, du fait de l'impossibilité technique de respecter la distance de 10 mètres aux limites de propriété, nous avons conçu notre projet en intégrant la problématique de la sécurité des personnes et des tiers à chaque étape.

Les lignes de production ont été implantées dans une logique industrielle, tout en prenant en compte leur niveau de risque respectif :

- La ligne de cuisson (friteuse et huile) pourrait être considérée comme celle la plus à risque : elle a été de fait implantée côté Est, le plus éloigné de la limite de propriété. L'équipement choisi sera entièrement capoté et muni de dispositifs de protection tel qu'un système d'extinction directement intégré à l'équipement.
- La ligne de filetage, implantée côté Ouest, sera la plus proche de la limite de propriété. Elle sera installée à environ 1,50m de la cloison (distance qui se rajoute, de fait, au 9,5m évoqués précédemment). Elle est la ligne la moins à risque des locaux : elle traitera des produits décongelés, par procédés aqueux.

L'installation sera par ailleurs maintenue à une température régulée d'environ +5°C et les ateliers de production ne contiendront que très peu de matières combustibles. En effet, les matières considérées comme "combustibles" au sein des ateliers de production correspondront en réalité aux produits de la mer décongelés. Or, ces produits de la mer seront en permanence en contact avec de l'eau sur les lignes de production. Leur potentiel combustible se trouve donc très largement limité.

Ainsi, avec tous ces éléments, il est considéré que le risque d'incendie dans ces locaux de production classés sous la rubrique n°2221, est très limité. Les ateliers de production relevant de la rubrique n°2221 ne sont pas, par ailleurs, des locaux identifiés à risque incendie au titre de l'article 8 du présent arrêté.

A noter, il n'est pas prévu le stockage ou la mise en œuvre de produits dangereux au niveau de l'installation.

Les seuls locaux identifiés à risque (local TGBT / local transformateur / local onduleur) sont implantés côté Sud-Ouest. Une implantation sur les façades Est ou Sud est impossible, la zone étant inondable.

Il est proposé des mesures alternatives permettant d'assurer un niveau de sécurité des tiers équivalent.

Les parois extérieures de l'ensemble des locaux seront Bs3d0, excepté pour la paroi extérieure Ouest (côté Boulevard du Biopôle), qui sera de type A2s1d0 coupe-feu 2h, de façon conservatoire (équivalent M0 : incombustible et ininflammable, produit avec une très faible contribution au feu, une très faible production de fumée et sans production de particules et/ou gouttelettes enflammées). Ainsi, nous prévoyons une résistance pour cette façade, supérieure à l'exigence de l'article 11.2 de l'AMPG du 23/03/2012.

Les locaux à risque incendie précités seront quant à eux isolés dans une caisse désolidarisée de l'ensemble de la construction. Les murs extérieurs seront construits en béton ou en aggloméré incombustible, coupe-feu 2h. Ces matériaux seront à minima, selon les dispositions constructives réglementaires, de classement A2s1d0.

Cependant, en tant que mesure alternative de protection des tiers à l'article 5.1, une façade coupe-feu 3 heures avec débord extérieur sera mise en place en façade Ouest des locaux à risque incendie identifiés - matériel REI180 : étanchéité aux flammes et aux gaz chauds, isolation thermique et résistance mécanique. Cette mesure supplémentaire (le renfort +1h) est également au-delà des exigences de l'arrêté ministériel.

La façade coupe-feu est un élément pare-flammes et évite, durant le temps indiqué (soit dans le cas précis, 3h), la propagation de la chaleur du côté non sinistré. L'isolation thermique correspond à un maximum de 180° en un point précis et 140° sur l'ensemble de la surface.

Aucune modélisation de flux thermique n'a été réalisée, car elle ne nous a pas semblé pertinente au regard de l'absence de stockage et à la faible quantité de matières combustibles dans les locaux relevant de la rubrique 2221.

Dans le cadre de cette demande de compléments, ces mesures alternatives prises pour réduire le risque incendie au sein de l'installation hors zones à risques (locaux de production classés sous la rubrique n°2221), ont été reprises à l'article 5.1 de l'AMPG du 23/03/2012 (PJ2).

Un plan d'évacuation faisant apparaître les points d'alarme et de détection a également été joint dans le dossier.

N° pièce du dossier associée et modifiée :

- PJ2 – Pièce de conformité des installations avec l'AMPG / Article 5.1
- PJ2bis – Pièces annexes / Annexe 13 – Plan de détection et d'évacuation
- PJ2bis – Pièces annexes / Annexe 14 – Consignes de sécurité

8. Avis du SDIS, concernant le désenfumage

Pièce du dossier concernée : -

Observations : L'avis du SDIS, en ce qui concerne le désenfumage, évoqué page 17 de la pièce PJ2, pourrait être utilement joint au dossier.

Réponse : Le SDIS (32) a été sollicité par GIMBERT SURGELES lors d'une réunion en date du 2/06/2022, pendant laquelle il a émis oralement un avis favorable concernant le désenfumage. Il se tient à la disposition des services compétents pour confirmer cette position par écrit.

N° pièce du dossier associée et modifiée : -

9. Récepissé de dépôt de la déclaration de la rubrique 1185

Pièce du dossier concernée : -

Observations : *L'exploitant devra justifier de la déclaration de l'utilisation d'équipements frigorigènes visés par la rubrique 1185 en transmettant le récépissé de télédéclaration.*

Réponse : Le formulaire CERFA de déclaration initiale d'une installation classée relevant du régime de la déclaration a été joint au dossier.

N° pièce du dossier associée et modifiée : PJ21 – Fichiers supplémentaires / Télédéclaration 1185

Il est à noter que, suite à nos échanges avec les services de la DREAL ce 20 septembre, les compléments d'information relatifs à la partie loi sur l'eau- dossier IOTA sont joints à ce dossier ICPE.

Nous restons à votre disposition pour vous apporter tous les compléments nécessaires à l'instruction de notre demande.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Préfet, à l'expression de nos salutations distinguées.

Pour la société GIMBERT SURGELES

Stéphanie PISTRE

Présidente

e/o 